

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble
ud-i.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

Grenoble

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Partie nominative

VALEO Equipements Electriques Moteur

10 rue du revolay
Chesnes Ouest
38070 Fallavier

Affaire suivie par : Marie VOUTAT (BABEAU)
Téléphone : 04 76 69 34 13
Courriel : marie.voutat@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2025-Is007TN4
Code AIOT : 0006103164

Pièces jointes :

- Annexe confidentielle

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 09/09/2025 de l'établissement VALEO Équipements Électriques Moteur implanté 10, rue du revolay - Chesnes Ouest 38070 Saint-Quentin-Fallavier. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Marie VOUTAT, Unité départementale de l'Isère, UD38_TN4, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Bertrand DE MALLIARD : Responsable HSE et Services Généraux
- Wilfried PAYS : Directeur de Site

Le courriel d'échange avec l'administration est bertrand.de-malliard@valeo.com.

| Rédacteur | Vérificateur - Approbateur |
|---|---|
| L'inspectrice de l'Environnement spécialité « installations classées » | La Cheffe de Pôle territorial Nord Unité Départementale de l'Isère |
| | |

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 09/09/2025 de l'établissement VALEO Equipements Electriques Moteur implanté 10, rue du revolay Chesnes Ouest 38070 Saint-Quentin-Fallavier, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Situation administrative** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2014 article : 1er
- **Gestion des incompatibilités et débordements** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 59
- **Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1993 articles : 6.2.3 et 6.2.4 des prescriptions techniques
- **Matériel électrique** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1993 article : 6.4.2 des prescriptions techniques

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être tenues à disposition de l'inspection dans les délais indiqués.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALEO Equipements Electriques Moteur

10 rue du revolay
Chesnes Ouest
38070 Fallavier

Références : 2025-Is007TN4

Code AIOT : 0006103164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement VALEO Équipements Électriques Moteur implanté 10, rue du revolay - Chesnes Ouest 38070 Saint-Quentin-Fallavier. L'inspection a été annoncée le 08/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Les activités du site VALEO de St Quentin Fallavier sont encadrées par plusieurs arrêtés préfectoraux, notamment l'arrêté préfectoral n°2014143-0027 du 23 mai 2014, l'arrêté préfectoral n°97-37 du 6 février 1997 et l'arrêté préfectoral n°93-1092 du 09 mars 1993.

S'appliquent également les arrêtés ministériels relatifs à chacune des rubriques encadrant les activités, dans les conditions d'application définies dans chaque arrêté.

La dernière inspection sur ce site a eu lieu le 14 avril 2023, dans le cadre d'une "Opération Coup de poing" régionale sur la thématique des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALEO Equipements Electriques Moteur
- 10, rue du revolay Chesnes Ouest, 38070 Saint-Quentin-Fallavier
- Code AIOT : 0006103164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 23/05/2014, article 1er | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 5 | Gestion des incompatibilités et débordements | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993, Article 3.1.6 des Prescriptions applicables | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 09/03/1993, articles 6.2.3 et 6.2.4 des prescriptions techniques | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 7 | Matériel électrique | Arrêté Préfectoral du 09/03/1993, article 6.4.2 des prescriptions techniques | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 2 | Étiquetage des produits chimiques - Suites de l'inspection 2023 | Règlement européen du 16/12/2008, article 17 | Sans objet |
| 3 | Capacité de rétention – suites de l'inspection 2023 | Arrêté Préfectoral du 09/03/1993, article 4.3.2.2 des prescriptions techniques | Sans objet |
| 4 | Entretien des rétentions et gestion des eaux | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 24, 25 – II et VI Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993 – article 5.2 | Non applicable |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La phase transitoire dans laquelle se situe VALEO St Quentin Fallavier à ce jour demande une révision importante de la situation administrative. Il est attendu de la part de VALEO une mise à jour du tableau des activités et le cas échéant le suivi des procédures qui en découlent en cas de cessation, même partielle, d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/05/2014, article 1er |
| Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités |
| Prescription contrôlée : Le tableau des activités du site est défini dans l'arrêté préfectoral du site. Un courrier d'information des évolutions du site VALEO de St Quentin Fallavier a été transmis le 6 novembre 2023. L'inspection a demandé des compléments par mail à Mme DUTOIT le 10/09/2024 – sans réponse à ce jour. La demande de compléments portait sur : <ul style="list-style-type: none">- La substantialité des modifications relatives à la rubrique 2940, avec notamment une augmentation du volume d'activité devant faire l'objet d'une procédure cas par cas.- L'absence de description des impacts dans leur globalité (impacts sur l'air notamment)- Un bilan COV attendu avant/après ; ainsi que la transmission du plan de gestion de solvants si conso > 30 t par an,- Positionnement par rapport à la rubrique ICPE 3670. |
| Constats : La situation du site de Valeo a connu des évolutions depuis le courrier d'information transmis en novembre 2023. Notamment, l'augmentation du volume d'activités relatives à la rubrique 2940, qui aurait dû faire l'objet d'une procédure de cas par cas, n'est plus d'actualité. La description des impacts dans leur globalité reste attendue car certaines modifications présentées dans ce courrier ont été mises en œuvre. Il est notamment attendu de la part de VALEO une évaluation des impacts sur l'air (incluant les COV), et sur l'adéquation des moyens de protection incendie. Concernant le positionnement vis à vis de la rubrique 3670 « Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques », VALEO indique que son activité actuelle et future est très en deçà des seuils de classement. L'inspection demande toutefois à VALEO de procéder à un recensement des consommations de solvant dans le cadre de ses activités pour se positionner vis à vis des seuils d'élaboration (1t/an) et de transmission (30t/an) d'un plan de gestion de solvants. Plus globalement, une mise à jour du tableau des activités du site est nécessaire pour acter les évolutions récentes du site. L'inspection propose la trame de tableau suivant, et demande à VALEO de vérifier/compléter les volumes d'activité associés. |

| Rubrique | Intitulé | Volume d'activité | Classement | Commentaire |
|----------|--|--|------------|--|
| 1185-2.a | Gaz à effet de serre fluorés | 350 kg | DC | Prévision à la baisse |
| 2560-B-1 | Travail mécanique des métaux et alliages | 1351 kW | E | Prévision à la baisse |
| 2561 | Production industrielle par trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages | - | NC | Activité jamais classée. A l'arrêt |
| 2910.A.2 | Installations de combustion | - 1 chaudière de la chaufferie bureaux : 250 kW - 1 chaudière de chauffage du centre d'essais : 500 kW - 105 brûleurs de la zone atelier d'une puissance totale : 2 234 kW Total : 2 984 kW | DC | |
| 2921-b | Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) | - | NC | Anciennement classée DC Activité arrêtée (courrier cessation du 03/03/2015) |
| 2925 | Ateliers de charge d'accumulateurs | 106,4 kW | D | |
| 2931 | Atelier d'essais sur banc de moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion | 480 kW | A | À l'arrêt |
| 2940-2a | Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. - procédé autre que le trempé | 450 kg/j | E | Prévision à la baisse |
| 2940-3 | Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. - produits mis en œuvre : poudres à base de résines organiques | 45 kg/j | DC | Prévision à la baisse |

| |
|---|
| <p>Pour les installations à l'arrêt définitif, l'inspection rappelle à VALEO que des procédures de cessation d'activité existent et doivent être suivies (cf. articles R. 512-75-1 et suivants du Code de l'Environnement et R. 512-39 et suivants du Code de l'Environnement pour les installations soumises à Autorisation).</p> <p>Si les cessations ne comprennent pas de libération des terrains concernés, certaines opérations peuvent demander à être reportées, via la transmission d'un exposé des justifications (cf. article R. 512-39 du Code de l'environnement).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant la transmission de compléments suite à son courrier du 6 novembre 2023, et tels que déjà demandés par l'inspection le 10 septembre 2024, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une mise à jour de la situation administrative, avec renseignement des volumes d'activité concernés dans le projet de tableau joint, et le cas échéant en respectant la procédure de cas par cas relative aux évaluations environnementales ; - la description des impacts associés aux modifications présentées dans le courrier, du 6 novembre 2023, notamment les impacts sur l'air (rejets dans l'air, bilan COV entrée/sortie) et sur les moyens incendie ; - le positionnement vis à vis de la rubrique 3670, et vis à vis des plans de gestion de solvant, avec détail des volumes d'activité associés (consommation de solvant). <p>En complément, si les évolutions de la situation administratives donnent lieu à des cessations d'activités, il est attendu de la part de l'exploitant de suivre les procédures en vigueur concernant la cessation d'activités ICPE.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 2 : Étiquetage des produits chimiques - Suites de l'inspection 2023

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17</p> |
| <p>Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage des produits chimiques</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En 2023 : L'inspection a fait le constat de la présence d'un étiquetage des produits faisant apparaître les pictogrammes de danger. Néanmoins, celui-ci n'est pas disposé sur la totalité des produits chimiques.</p> <p>Action corrective demandée en 2023 : Vérifier tous les étiquetages et remédier aux anomalies.</p> <p>Mettre à disposition de l'inspection d'ici 1 mois, les éléments montrant la mise en place des étiquettes des produits faisant apparaître les pictogrammes de danger partout où cela le nécessite.</p> |

VALEO a transmis par courrier du 1^{er} Septembre 2023 une réponse à la non-conformité relevée lors de l'inspection de 2023. L'exploitant indique que l'ensemble des étiquetages ont été visés dans le cadre d'un audit « produits chimiques » et les pictogrammes de danger manquants ont été ajoutés. Des photos sont incluses au courrier et permettent de constater que les étiquetages manquants ont bien été ajoutés.

Lors de la présente visite, une vérification par sondage a été réalisée sur des contenants de produits chimiques. L'inspection a pu constater la présence d'un étiquetage adapté et de pictogrammes de dangers lorsque cela était nécessaire.

Le respect de cette prescription est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacité de rétention – suites de l'inspection 2023

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993, [article 4.3.2.2](#)

Thème(s) : Produits chimiques, Capacité de rétention

Prescription contrôlée :

Indépendamment des règles prévues au paragraphe 4.3.2.1 le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Constats :

En 2023 : Le calcul du volume des rétentions n'a pas pu être vérifié lors de l'inspection car l'exploitant ne disposait pas de toutes les données nécessaires. Aussi, l'exploitant indique qu'il n'y a que le local "ingrédient" qui est sur rétention.

Action corrective demandée en 2023 : Mettre à disposition de l'inspection d'ici un mois le calcul des volumes des rétentions nécessaires à l'entreposage de l'ensemble des produits (huiles, produits chimiques etc...) sur l'ensemble du site.

VALEO a transmis par courrier du 1^{er} Septembre 2023 une réponse à la non-conformité relevée lors de l'inspection de 2023. Le calcul des volumes de rétention est présenté dans le courrier, et permet de confirmer l'adéquation du volume de rétention avec les quantités de produits stockés dans les différentes zones.

Lors de la présente visite, une vérification par sondage a été réalisée sur les rétentions, celles-ci comportent un étiquetage avec l'information du volume de rétention. Elles sont adaptées au contenant de produits associé. Le calcul des volumes de rétention mis à jour est également présenté le jour de l'inspection et confirme l'adéquation des volumes.

Le respect de cette prescription est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des rétentions et gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 24, 25 – II et VI
Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993 – article 5.2

Thème(s) : Produits chimiques, entretien des rétentions et gestion des eaux

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993 - Article 5.2 des prescriptions techniques

L'aménagement, l'exploitation des dépôts de déchets ainsi que le transport de déchets devront satisfaire aux dispositions suivantes :

1°) Toutes les précautions sont prises pour que :

- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs...) ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols.

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 24, 25 – II et VI

Article 24 :

B.-Conditions d'application de la présente section aux **installations soumises à autorisation** dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est **antérieur au 1er septembre 2022** ou régulièrement mises en service avant cette date :

Les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. A, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 **sont applicables aux installations autorisées après le 3 mars 1999** ou ayant fait l'objet de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ayant conduit au dépôt d'un nouveau dossier après cette date, à l'exception des installations relevant des rubriques 4510 ou 4511 pour le pétrole brut ou des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4744, 4746, 4747, 4748, 1434, 2210, 3641, 2251, 2565, 2730, 2731, 2910, 3110 ou 2921 ainsi que des cimenteries, des papeteries, des verreries, cristalleries et installations de fabrication de fibres minérales et produits manufacturés dérivés, des installations de traitement, de stockage ou de transit de résidus urbains ou de déchets industriels, des établissements d'élevage et des installations d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie. Les autres dispositions de l'article 25 ainsi que l'article 26 bis ne sont pas applicables. Les dispositions du point V. B de l'article 25 sont applicables uniquement à compter du 1er juillet 2023.

Article 25 :

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est **maintenu fermé**. [...]

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. [...]

VI. A.- Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.

Constats :

En 2023 : L'inspection constate que la capacité de rétention de la zone de déchets est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Par contre le **dispositif d'obturation est activé manuellement en cas de besoin et n'est pas maintenu fermé.**

Proposition de suites en 2023 : Mettre à disposition de l'inspection d'ici deux mois les éléments démontrant un respect des exigences réglementaires

Le site de Saint Quentin Fallavier est classé sous le régime de l'Autorisation, au titre de la rubrique 2931. Cette rubrique ne fait pas partie des exclusions listées dans l'article 24.B de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ; mais le site de VALEO a été autorisé à exploiter cette activité avant mars 1999 (arrêté préfectoral n°89-5423 du 6 décembre 1989). **Cette prescription n'est donc pas applicable.**

Le dispositif de rétention de la zone de déchets est un dispositif de type obturateur gonflable, qui n'est mis en œuvre manuellement qu'en cas de déversement accidentel.

Les conteneurs de la zone déchets sont déjà eux-mêmes sur rétention (murets en béton, sans exutoire, pompés lorsque remplis). Les déchets stockés sont des déchets non liquides (fûts vides, ferrailles, etc). **L'inspection juge que c'est satisfaisant compte tenu de la prescription visée à l'article 5.2 concernant les conditions de stockage des déchets.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des incompatibilités et débordements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993, Article 3.1.6 des Prescriptions applicables

Thème(s) : Produits chimiques, gestion des incompatibilités et débordements

Prescription contrôlée :**Arrêté ministériel du 4 octobre 2010, article 59 - Consignes d'exploitation et de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...]

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; [...]

Arrêté préfectoral n°93-1092 du 9 mars 1993, article 3.1.6 des prescriptions applicables

Les produits incompatibles devront être évités. On évitera également de mettre en présence des composants générant des réactions chimiques dangereuses, en particulier dans la préparation des peintures et vernis.

Constats :

En 2023 : L'inspection a constaté la présence d'un logigramme indiquant l'incompatibilité des produits chimiques. Cependant, celui-ci n'est pas disposé sur le "frigo" (armoire réfrigérée) dans lequel sont stockés de nombreux produits chimiques.

Par ailleurs dans le logigramme il est prévu des conditions particulières pour les petites quantités, il ne précise pas la valeur des "petites" quantités ni ne justifie que des conditions particulières sont opportunes.

Action corrective demandée en 2023 : Apposer le logigramme sur le "frigo" d'ici 1 mois. De plus, il est nécessaire de justifier que des mesures particulières sont opportunes pour des petites quantités, le cas échéant reporter sur le logigramme les quantités concernées.

VALEO a transmis par courrier du 1^{er} Septembre 2023 une réponse à la non-conformité relevée lors de l'inspection de 2023. Deux frigos sont présents sur le site (3°C et 20°C), et les affichages de logigramme indiquant les incompatibilités a été ajoutées sur les portes des deux frigos.

Concernant les conditions particulières liées aux petites quantités, VALEO indique que le modèle de tableau des incompatibilités utilisé était un modèle issu d'une brochure de l'INRS.

VALEO a donc contacté l'INRS pour obtenir des éléments de réponse concernant les petites quantités et les conditions particulières associées.

Le mail de réponse de l'INRS, du 12 mai 2023, est joint au courrier de réponse de VALEO suite à l'inspection de 2023.

L'INRS a répondu à VALEO qu'il n'existe pas de tableau « officiel » des incompatibilités, et engage à la prudence quant à l'utilisation de modèles ayant existé qui, bien qu'attrayants, peuvent s'avérer en pratique inutilisables, voire dangereux. L'INRS complète en indiquant que l'évaluation des risques que fait courir le stockage de produits chimiques **doit être réalisée à travers l'étude des fiches de données de sécurité des produits**, et invite VALEO à consulter la brochure « Stockage et transfert des produits chimiques dangereux »

Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'affichage du logigramme relatif aux incompatibilités des produits et toujours en place sur chacun des deux frigos. Il s'agit du même modèle que celui constaté en 2023.

Au vu de la réponse de l'INRS, le seul affichage de ce logigramme n'est pas satisfaisant pour la gestion des incompatibilités entre produits stockés.

L'inspection attend donc de VALEO le respect des règles d'incompatibilité, sur la base des fiches de données de sécurité des produits susceptibles d'être stockés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection attend de la part de VALEO le respect des règles d'incompatibilité, sur la base des fiches de données de sécurité des produits susceptibles d'être stockés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09 mars 1993, articles 6.2.3 et 6.2.4 des prescriptions techniques |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Article 6.2.3 : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ils comprendront au moins : <ul style="list-style-type: none">a) moyens mobiles<ul style="list-style-type: none">- des extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt ...).- des extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.- des extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances. [...] <ul style="list-style-type: none">b) moyens fixes La défense incendie de l'établissement devra être assurée par : <ul style="list-style-type: none">- un réseau d'extinction automatique (sprinklers) au niveau des ateliers de fabrication et d'essais - des robinets d'incendie armés- au moins 4 poteaux d'incendie permettant d'obtenir un débit total simultané d'eau de 300 m³/h (hors des besoins ordinaires de la société et des saucés du réseau d'extinction automatique). Ces poteaux devront être normalisés et implantés à moins de 100 m des bâtiments. Ces installations devront répondre à la norme NFS 62200 de septembre 1990) et leur répartition déterminée en concertation avec la Direction Départementale des Services Incendie et Secours. En cas d'insuffisance du réseau d'eau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels (rivières, étangs, etc ...) ou artificiels (réservoirs, piscines etc ...) pourra être admise sous réserve d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art, en accord avec le service incendie local. Article 6.2.4 : Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié. |
| Constats : Le site est équipé d'extincteurs adaptés aux risques, de RIA, d'un système de sprinkler, et de poteaux incendie privés. La dernière vérification des plus de 300 extincteurs du site a été réalisé par CHUBB-SICLI le 4 septembre 2025. Le rapport est présenté en inspection, il comporte quelques observations sur des extincteurs dont la date de révision décennale approche. Une vérification par sondage de la bonne répartition des extincteurs a été réalisée pendant la visite et n'appelle aucune observation. |

Les 13 RIA du site ont été vérifiés le 8 septembre 2025 par CHUBB-SICLI. Le rapport est présenté en inspection, il ne comporte pas d'observation notable.

Le système de sprinkler a fait l'objet d'une vérification trimestrielle le 22 avril 2025, par GLOBAL FPS. Le rapport présenté en inspection fait état d'un système en fonctionnement, sans observation majeure.

Le site dispose de 4 poteaux incendie privés. La vérification réalisée par GLOBAL FPS le 6 janvier 2025 fait état de fuites sur deux poteaux, indiquant qu'ils sont à remplacer. Aucune vérification de débit et de pression n'a été réalisée.

La justification de l'atteinte du débit de 300 m³/h n'est donc pas disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prendre en compte les remarques des différents rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie, notamment le remplacement des deux poteaux incendie qui présentent des fuites.

En complément, l'exploitant doit justifier l'atteinte du débit simultané de 300m³/h avec les poteaux incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1993, article 6.4.2 des prescriptions techniques

Thème(s) : Risques accidentels, Matériel électrique

Prescription contrôlée :

[...] Les matériels électriques doivent être maintenus en bon état.

Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle.

Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

Constats :

Les matériels électriques font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme agréé (Dekra). Le dernier rapport de vérification du 18 juillet 2025 est présenté lors de l'inspection. Il comporte plusieurs anomalies.

L'exploitant présente ensuite son plan de surveillances périodiques, qui regroupe l'ensemble des équipements du site devant faire l'objet de maintenance ou vérifications périodiques. Les dates de la dernière et de la prochaine vérification y sont inscrites pour chaque thématique.

| |
|--|
| <p>Pour les matériels électriques, le plan de surveillance comporte un onglet supplémentaire qui recense l'ensemble des anomalies relevées par l'organisme agréé, propose une action pour y remédier, et définit un délai et une personne responsable de la réalisation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de remédier aux anomalies relevées dans le cadre de la vérification des matériels électriques.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autre

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Le site VALEO de St Quentin Fallavier est dans une importante phase de transition.

En Juillet 2024, le groupe VALEO annonce le lancement des recherches d'un repreneur pour les activités du site de St Quentin Fallavier. En Octobre 2024, n'ayant pas trouvé de repreneur, VALEO annonce finalement un plan social, avec la conservation du site de St Quentin Fallavier comme entité rattachée au site de St Florine, et deux vagues de départ de collaborateurs.

Près de 350 collaborateurs étaient présents sur le site ; une première vague de départ en Mai 2025 a concerné environ 130 personnes, et une seconde vague concernera environ 30 personnes fin Septembre 2025.

A ce jour, la situation est incertaine, entre recherche d'un acquéreur pour le bâtiment de St Quentin Fallavier pour que VALEO poursuive ses activités en restant locataire d'une partie du bâtiment, avec un bail dont la durée reste à définir, ou recherche d'un autre site plus petit dans la zone pour poursuivre les activités.

De potentiels acquéreurs ont mandaté des bureaux d'étude pour réaliser des études historiques du site, avec des prélèvements de sol pour recherche d'éventuelles pollutions des sols.

Les activités de fabrication du site de Valeo St Quentin Fallavier se classent en quatre grandes familles : « Démarreurs », « 48 volt e-machine », « e-access », et « vélos/e-bike ».

Certaines des activités de production s'essouffent, en lien avec l'évolution du marché automobile, du fait de l'internalisation de la fabrication chez les clients, ou du fait de délocalisation d'activités à l'international.

L'activité démarreur va donc s'arrêter prochainement.

Pour le reste, seules deux ligne de e-machine devraient être conservées (une ligne « Inverter » et une ligne « Rotor »), ainsi qu'une ligne e-access (peut être deux) et une ligne vélo/e-bike.

Le site qui fonctionnait historiquement en 3/8 ne fonctionne plus qu'en horaires de jour aujourd'hui, en une seule équipe.

En complément, le site comportait un centre d'essais démarreurs, aujourd'hui à l'arrêt.

Aucune consommation d'eau industrielle n'est recensée dans le process à ce jour.